

l'ECO

de la semaine

28 Juin au 04 Juillet 2025



SOMMAIRE

Entrepreneuriat - L'EDBM simplifie les démarches d'investissement.....	2
Groupement professionnel – Tahina Randriarilala à la tête du Syndicat malgache de l'agriculture biologique.....	2
Crédits bancaires : la TVA à 20%, avec effet rétroactif.....	3
EDBM – Josielle Rafidy - « Attirer les investisseurs repose sur la confiance »	3
Innovation : Des sacs haut de gamme fabriqués à partir de la valorisation des déchets.....	4
Afritac Sud : La réunion annuelle du comité de pilotage à Antananarivo	4
Huile alimentaire : La production locale conforme aux normes sanitaires	5
Ressources - Le plastique met en péril le secteur halieutique	5
Tourisme durable : Madagascar a accueilli l'architecte japonais, Kengo Kuma.....	6
« Santa-bary » à Amparafaravola : Une récolte exceptionnelle de 8,6 tonnes/ha grâce au riz hybride	7
Monnaie numérique - Une adoption timide de la cryptomonnaie	7
Agence américaine - La fermeture de l'USAID actée.....	8
Artisanat du cocon : l'ONG Sepali met en valeur le papillon	9
Entreprendre au féminin : la Maison du Numérique lance « Ampela Online »	9
Approvisionnement en carburant : l'OMH évoque un « problème logistique »	10
Secteur halieutique - La pêche rapporte gros aux caisses de l'État	10
Îles Éparses : Le silence de la France après la réunion bilatérale suscite l'inquiétude.....	11
Orange Madagascar et Samsung : partenariat pour la transformation digitale des entreprises	11
Industrie extractive : Madagascar obtient un score global de 50,60	12
« La France n'est plus le leader mondial du tourisme », regrette l'Alliance France Tourisme.....	12
Tourisme - Madagascar élue meilleure destination d'aventure	13
Tourisme – Un besoin de 11 500 chambres supplémentaires d'ici 2028 pour compléter les 8 000 chambres recensées.....	13
Programme FEC-FRD – Décaissement immédiat d'environ 107 millions de dollars de la part du FMI pour Madagascar	14
Eaux minérales : Nestlé remplace son système de microfiltration, l'ancien jugé non réglementaire.....	14

Entrepreneuriat - L'EDBM simplifie les démarches d'investissement

IRINA TSIMIJALY | 28 JUIN | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Pour renforcer sa crédibilité auprès des investisseurs, le pays digitalise ses services. L'EDBM a lancé hier trois plateformes pour simplifier les démarches d'investissement.

Vitrine numérique. En quête de crédibilité sur la scène internationale, Madagascar mise sur la digitalisation pour séduire les investisseurs étrangers. Hier, à l'hôtel Carlton Anosy, l'Economic Development Board of Madagascar (EDBM) a présenté les nouvelles plateformes numériques de son Guichet Unique, un pas vers une administration plus efficace et transparente.



Trois plateformes ont été lancées : Orinasa pour l'immatriculation des entreprises, E-WORK pour la délivrance des permis de travail aux salariés étrangers, et MADAZEF pour le traitement des agréments en zone franche. Ces plateformes visent à alléger et à accélérer des procédures jusqu'ici fastidieuses.

Josielle Rafidy, directrice générale de l'EDBM, souligne les avancées : « L'immatriculation d'une entreprise, qui prenait auparavant jusqu'à une semaine, se fait désormais en 48 heures. »

Elle ajoute que « pour les permis de travail, le délai est passé de 30 jours à 10 jours ». Ce progrès vise à « renforcer la visibilité de Madagascar auprès des investisseurs internationaux » et à répondre à leur exigence d'efficacité.

Ce dispositif s'appuie sur le programme PRECI (Projet de Réformes liées au Climat des Investissements), financé par l'Union européenne à hauteur de 1 million d'euros, qui arrive à son terme après quatre ans d'efforts.

Regagner la confiance

Derrière cette modernisation, Madagascar ambitionne de redorer son image d'administration lente et peu fiable. L'EDBM, qui rassemble une dizaine de ministères au sein de son Guichet Unique, se présente comme un interlocuteur unique pour faciliter les projets d'investissement.

« Ce n'est qu'un début », reconnaît Josielle Rafidy, qui insiste sur la nécessité d'« améliorer le traitement en back-office et de réduire la paperasserie ». Si la digitalisation permet de gagner du temps, les mécanismes administratifs doivent encore évoluer.

Avec cette démarche, Madagascar espère améliorer son classement dans les indicateurs internationaux, comme le B-Ready Report, et renforcer sa compétitivité face à ses voisins africains. La directrice générale conclut : « Nous voulons prouver que Madagascar est capable d'offrir un environnement clair, rapide et professionnel aux investisseurs étrangers ».

Groupement professionnel – Tahina Randriarilala à la tête du Syndicat malgache de l'agriculture biologique

28 JUIN | 2424.MG

Une femme à la tête du Syndicat malgache de l'agriculture biologique (SYMABIO). Il s'agit de Tahina Randriarilala, actuelle directrice du développement durable chez Lecofruit. Elle a été élue à l'issue de l'Assemblée générale de cette association professionnelle du secteur de l'agriculture biologique à Madagascar. Elle succède à Heriniaina Ramboatiana qui était arrivé au terme de son mandat de président du SYMABIO.

Le SYMABIO indique avoir arrêté ce choix, compte tenu du parcours, de la vision stratégique ainsi que de la proximité de sa nouvelle présidente avec les acteurs du terrain. Ce qui devrait, selon cette association, la conduire vers une nouvelle étape de son développement. Celle-ci agit prioritairement dans le domaine du plaidoyer et de la sensibilisation des parties prenantes à l'intérêt de l'agriculture

biologique pour Madagascar et pour la mise en place de mesures de politiques favorables à son développement. Tahina Randriarilala est assistée par une équipe composée d'acteurs de la filière bio de la Grande île. Tous, prêts porter haut les valeurs de l'agriculture biologique à Madagascar, selon le SYMABIO.

Crédits bancaires : la TVA à 20%, avec effet rétroactif

ARH. | 28 JUIN | LES NOUVELLES

A partir du mardi 1^{er} juillet, les intérêts sur les crédits bancaires à Madagascar seront soumis à une Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) de 20%, selon l'annonce, faite par l'Association professionnelle des banques de Madagascar (APB). Cette disposition prévue par la Loi de finances 2025 s'applique rétroactivement à tous les crédits décaissés depuis le 1^{er} janvier. Cette taxation, déjà en vigueur sur le plan légal, n'avait jusqu'ici pas été appliquée par les établissements bancaires.

Face à cette annonce, l'APB tente de rassurer. Dans un communiqué, elle précise que « des discussions sont en

cours avec le Groupement des entreprises de Madagascar (GEM) et le FIVMPAMA afin d'accompagner au mieux les emprunteurs ». L'APB invite les clients à « se rapprocher de leurs banques pour obtenir des informations ou un accompagnement ».

De son côté, le gouverneur de la Banky foiben'i Madagasikara, Aivo H. Andrianarivelo, a reconnu le niveau élevé des taux d'intérêt, pouvant atteindre 40 à 50% par an. Néanmoins, il s'est voulu rassurant en parlant « d'agir contre les nano-crédits abusifs ». Il a assuré que la BFM jouera un rôle de médiateur pour faciliter son application.

EDBM – Josielle Rafidy - « Attirer les investisseurs repose sur la confiance »

IRINA TSIMIJALY | 30 JUIN | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Madagascar demeure peu visible à l'échelle internationale, en dépit des efforts de promotion engagés. Josielle Rafidy plaide pour un renforcement de la diplomatie économique afin d'attirer davantage d'investisseurs.

« On parle souvent de l'Afrique, mais on oublie parfois la Grande Île », a souligné Josielle Rafidy, directrice générale de l'Economic Development Board of Madagascar (EDBM), vendredi 28 juin, à l'occasion du lancement des nouvelles plateformes numériques du Guichet Unique. Une remarque qui résume l'un des défis persistants du pays : son déficit de visibilité à l'international.

Malgré les actions conduites par le gouvernement – président de la République, ministres sectoriels et représentations diplomatiques – Madagascar peine encore à s'imposer comme une destination d'investissement. « Il est essentiel d'occuper l'espace et de faire savoir que Madagascar existe et qu'il a des atouts à offrir », insiste-t-elle.

Dans un contexte mondial très concurrentiel, où plus de cent soixante-dix agences nationales de promotion rivalisent, l'enjeu ne se limite pas à la visibilité. Il s'agit aussi d'établir un climat de confiance, en mettant en avant les réformes engagées, les opportunités sectorielles disponibles, et les réponses aux obstacles structurels.

Processus long et structuré

Pour Josielle Rafidy, attirer des capitaux étrangers suppose un processus progressif, ancré dans le temps. « Ce n'est pas parce qu'on fait une promotion aujourd'hui que l'investissement se concrétise demain », explique-t-elle. L'investisseur, rappelle-t-elle, commence par analyser les conditions du marché, évaluer les risques, structurer son projet, avant de prendre une décision. Cette logique de conversion est au cœur des missions confiées à l'EDBM. L'agence organise des forums économiques, facilite les échanges entre investisseurs, pouvoirs publics et entreprises locales, met en place des visites de terrain – comme ce fut le cas récemment pour des

délégations venues d'Égypte et des Émirats arabes unis – et fournit la documentation réglementaire nécessaire.



Le suivi se prolonge même au-delà de l'implantation, via des services dits d'« after-care », qui passent par des mises en relation avec des groupements professionnels tels que le Goticom ou la Confédération du tourisme.

Le taux de conversion des intentions d'investissement, évalué à 14% selon le rapport 2024, est jugé « correct », mais reste en deçà des objectifs dans le contexte actuel de relance. « Ce taux mérite encore d'être amélioré », reconnaît-elle. Des données actualisées sont attendues à la mi-juillet pour mesurer les évolutions récentes.

Innovation : Des sacs haut de gamme fabriqués à partir de la valorisation des déchets

NAVALONA R. | 30 JUIN | MIDI-MADAGASKARA

La marque de mode malgache Cocobe travaille en partenariat avec la Société de tri, compactage et valorisation (STCV) en vue de fabriquer des sacs haut de gamme à partir du traitement et de la valorisation des déchets. « Il s'agit notamment de la transformation des déchets plastiques recyclés mélangés à des tissus fait-main et du cuir de qualité. Nos premiers produits finis ont été exposés lors des salons ITM et IHM organisés récemment au CCI Ivato », a exprimé Ianja Randriamahazomanana

Rakotozafy, fondatrice de Cocobe lors de la remise de prix à la gagnante du concours organisé dans le cadre de ce salon international. Elle précise que 25 personnes travaillent dans ce projet innovant, sans compter les femmes vulnérables collectant les déchets plastiques dans les quartiers. « Nous traitons et valorisons en moyenne 1 500 tonnes de déchets recyclés par an pour fabriquer des sacs haut de gamme tout en étant éco-responsables », a-t-elle confié.

Afritac Sud : La réunion annuelle du comité de pilotage à Antananarivo

R.EDMOND. | 30 JUIN | MIDI-MADAGASKARA

Un début de semaine particulièrement actif pour le ministère de l'Economie et des Finances. Ce département reçoit aujourd'hui et demain la réunion annuelle du comité de pilotage d'Afritac Sud (AFS), le Centre régional d'assistance technique du FMI pour l'Afrique australe

Organisé conjointement avec l'Africa Training Institute (ATI) du FMI, l'événement qui se tient au Novotel Convention Center, est d'une importance particulière, dans la mesure où on y discutera des formations et de l'assistance technique destinées aux ministères des Finances, banques centrales, services fiscaux, douanes, instituts statistiques des pays membres d'Afritac Sud.

le fonctionnement des marchés monétaires, la législation financière et les statistiques économiques dans la région. Une manière en somme de bâtir des institutions publiques plus solides, efficaces et orientées vers la réforme, répondant aux enjeux économiques régionaux.

Réunion préparatoire

Membre particulièrement actif au sein d'Afritac Sud, Madagascar a déjà bénéficié d'un certain nombre de formations de renforcement de capacités institutionnelles dans les domaines des finances publiques, de la fiscalité, de la gestion budgétaire, de la comptabilité publique, de la dette, des statistiques économiques et de la supervision financière. Durant une réunion préparatoire qui s'est tenue vendredi dernier dans les locaux du ministère de l'Économie et des Finances en présence de la ministre Rindra Hasimbelo Rabarinirinarison et qui a vu la participation des équipes du FMI, du ministère de l'Économie et des Finances et d'Afritac Sud, les responsables ont discuté des réalisations et des projets à venir. Également présent à cette réunion préparatoire, le directeur d'Afritac Sud, Sukhwinder Singh, a fait état de la disposition du Centre à renforcer ses interventions à Madagascar



Bilan et planification

Au menu de cette réunion annuelle figure entre autres, le bilan des activités et actions menées par Afritac Sud au cours de l'année écoulée, l'identification des besoins spécifiques des pays membres en matière de renforcement des capacités, la planification des prochaines activités et priorités pour l'année à venir, et enfin le renforcement de la coopération régionale entre les 13 pays membres. On rappelle qu'Afritac Sud est le centre régional d'assistance technique FMI destiné aux pays d'Afrique australe et de l'océan Indien. Les activités d'Afritac Sud visent notamment à améliorer la gestion des finances publiques, la fiscalité, les douanes, la régulation bancaire,

Huile alimentaire : La production locale conforme aux normes sanitaires

R.EDMOND. | 30 JUIN | MIDI-MADAGASKARA

L a protection des consommateurs est une priorité absolue pour le ministère de l'Industrialisation et du Commerce.

A la suite des rumeurs propagées ces derniers temps sur les réseaux sociaux concernant de prétendues huiles alimentaires locales de mauvaise qualité, une équipe dirigée par le ministre David Ralambofiringa a fait le déplacement à Toamasina pour visiter des unités de production de cette denrée de première nécessité. L'équipe, appuyée par des représentants des associations de protection des droits des consommateurs, a notamment visité deux huilleries, en l'occurrence l'usine de raffinage de l'huile RAJAH à Ampilaolava et celle de HITA, productrice des huiles de soja de la marque HINA et de l'huile de tournesol LAFATRA.

Une opération de contrôle rassurante pour les consommateurs puisque la descente a permis de conclure à la conformité des produits aux normes sanitaires et de production en vigueur. En effet, comme l'a expliqué le directeur général de HITA, Handrisoa Razaindratzaka, « l'huile alimentaire passe par une série de contrôles spécifiques depuis l'importation du produit brut jusqu'à la

production finale. Des certificats sont délivrés à chaque étape, avant la distribution du produit fini auprès des consommateurs », a-t-il précisé.

Contrôle permanent

Également sur place, Tiana Rabarison, président du FIMZOMPAM (Fikambanana Miaro Ny Zon'ny Mpanjifa), a confirmé que les huiles alimentaires produites par HITA ne présentent pas de danger pour la santé humaine. Une position partagée par Andry Vola Razafindralambo, président de Mpanjifa miray hina (PMH). Ce dernier s'est notamment félicité du fait que l'huilerie HITA dispose d'un laboratoire moderne destiné au contrôle permanent de la production.

Le ministre David Ralambofiringa a, pour sa part, exhorté les consommateurs à faire preuve de vigilance en vérifiant systématiquement la date de péremption des produits proposés sur les marchés.

Ressources - Le plastique met en péril le secteur halieutique

IRINA TSIMIJALY | 1^{ER} JUILLET | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Le plastique pollue de plus en plus les océans et menace le secteur de la pêche. Chaque année, environ 640 000 tonnes de filets et de déchets plastiques sont abandonnées dans les mers, selon des données partagées par la FAO lors d'un atelier. Ces déchets tuent de nombreuses espèces marines, ce qui réduit la production halieutique.

C'est dans ce cadre que Madagascar a accueilli hier, à l'hôtel Ibis Ankorondrano, la deuxième session d'un atelier international consacré à la réduction des déchets plastiques en mer. Cette réunion regroupe plusieurs pays africains, dont le Kenya, le Sénégal et la Tanzanie. Elle fait suite à une première édition organisée au Kenya en 2021. Le secrétaire général du ministère de la Pêche et de l'Économie bleue, Désiré Tilahy, rappelle que le projet vise à diminuer et à éliminer ces déchets, surtout sur les côtes. « Madagascar est une île, notre objectif est de protéger nos ressources marines et d'éliminer cette forme de pollution », affirme-t-il.

Les déchets plastiques ne nuisent pas seulement aux poissons, ils abîment aussi les filets de pêche et perturbent l'activité des pêcheurs. Cela menace la sécurité alimentaire et les revenus de nombreuses communautés qui dépendent de la mer.

Pour relever ce défi, les autorités malgaches collaborent avec des organismes internationaux, comme la FAO et l'Organisation maritime internationale. Ensemble, ils œuvrent à la mise en œuvre de conventions visant à réduire la pollution marine, notamment celle provenant des activités en mer et du transport maritime.



Cette coopération est indispensable pour préserver la biodiversité marine et garantir un avenir durable au secteur de la pêche.

Tourisme durable : Madagascar a accueilli l'architecte japonais, Kengo Kuma

NAVALONA R. | 1^{ER} JUILLET | MIDI-MADAGASKARA

Kengo Kuma, architecte japonais de renommée internationale, a séjourné durant quatre jours à Madagascar à l'initiative de Patrick Robert, designer de 85 ans, passionné de patrimoine.

Lors de son séjour au pays, cette figure majeure de l'architecture contemporaine et de la construction écologique, a effectué une visite sur le site d'Ambalakalanoro, dans la région Boeny où intervient l'ONG L'Homme et l'Environnement, fondée par Olivier Behra. « En effet, ces deux acteurs partagent la philosophie de l'approche holistique, plaçant la culture locale et l'environnement au cœur de chaque initiative. Une vision également partagée par Nirina Ramanandraibe, le fondateur de Mikea Lodge. Ensemble, ils portent l'ambition de bâtir un modèle de tourisme durable enraciné dans les savoir-faire locaux et respectueux des écosystèmes malgaches. Il s'agit d'un modèle capable de devenir un levier pour la régénération de la biodiversité et d'un environnement sain au service de l'Humanité », a-t-on appris.



« Dream place »

Cet architecte japonais a ainsi pu rencontrer les communautés locales d'Ambalakalanoro. Il s'est émerveillé de la diversité des territoires, de la richesse humaine et des initiatives locales lors de son passage pour la première fois dans la Grande île qu'il qualifie de « dream place », un lieu qu'il rêvait de découvrir, selon ses dires. Il est à noter que Kengo Kuma développe une architecture organique, nourrie de matériaux naturels et en dialogue constant avec le paysage. Raison pour laquelle, les initiateurs de sa visite exceptionnelle en terre malgache, ont organisé un événement en son honneur au Bois Vert à Antananarivo en vue d'échanger avec des architectes malgaches, des artistes, des professionnels du tourisme ainsi que bien d'autres acteurs publics et privés. Les thématiques discutées portaient sur l'architecture, la nature et le tourisme éco-responsable. Cet événement

a également vu la présence de l'ambassadeur du Japon à Madagascar et de la ministre du Tourisme et de l'Artisanat ainsi que des représentants de l'ambassade des États-Unis à Madagascar et de la délégation de l'Union européenne.

Valorisation du patrimoine

Kengo Kuma a présenté ses œuvres à cette occasion. Il a aussi découvert, à travers un atelier des matières, une sélection de matériaux locaux, mêlant savoir-faire traditionnels et innovations éco-responsables. On peut citer, entre autres, de superbes tapisseries réalisées à partir de soie, teintes naturellement et assemblées avec du raphia tissé par l'équipe de Sepali Madagascar ainsi que des papiers fabriqués à base d'algues invasives. Ce n'est pas tout ! Des tuiles plastiques issues de la transformation des tubes de médicaments recyclés y ont été exposées par l'équipe de NDAO Hanavao. L'objectif de cet événement vise à approfondir la vision d'une architecture respectueuse de l'environnement, mêlant innovation et tradition dans un esprit d'échange et de partage. Ce partenariat ambitionne de contribuer à la rénovation et à la valorisation du patrimoine malgache tout en apportant une attention particulière à l'impact écologique, a-t-on évoqué. Toutes les parties prenantes reconnaissent que la venue de cet architecte japonais à Madagascar marque un tournant, soit une impulsion collective pour un tourisme vertueux. Elle a ouvert un espace de réflexion autour de trois piliers essentiels, à savoir, une architecture écoresponsable, la valorisation du savoir-faire malgache et la création de partenariats durables, et ce, pour un tourisme durable, a-t-on conclu.

« Santa-bary » à Amparafaravola : Une récolte exceptionnelle de 8,6 tonnes/ha grâce au riz hybride

NAVALONA R. | 1^{ER} JUILLET | MIDI-MADAGASKARA

La première campagne de production de riz hybride lancée officiellement par le président de la République Andry Rajoelina en février dernier dans le district d'Amparafaravola, région Alaotra Mangoro, a déjà porté ses fruits.

La preuve, la commune rurale d'Ambohijanahary a enregistré un rendement de productivité record à l'occasion de la célébration du « Santa-bary » pour cette année 2025. Il s'agit d'une récolte exceptionnelle de 8,6 tonnes à l'hectare grâce à la vulgarisation du riz hybride dans cette région qualifiée d'un des greniers à riz de Madagascar. C'est une grande première dans les annales de cette collectivité territoriale décentralisée et une nouvelle découverte pour les agriculteurs locaux, selon leurs dires. En effet, le rendement de productivité enregistré affiche plus du double de la moyenne nationale, estimée aux environs de 3,5 tonnes/ha. Des techniciens agricoles sont mobilisés pour les accompagner durant la campagne culturelle pour qu'ils maîtrisent cette technologie agricole.

Une grande fierté

Il est à rappeler que le chef de l'État a lancé la vulgarisation de ce programme de riz hybride dans toutes les régions de Madagascar en vue de renforcer la souveraineté alimentaire, et ce, à travers un appui direct aux petits exploitants agricoles familiaux. Les résultats de cette première campagne rizicole ont suscité une grande fierté auprès des paysans bénéficiaires. « Il y a une semaine à peine, nous célébrions la fête de l'Indépendance nationale. Aujourd'hui, ici à Ambohijanahary, nous célébrons notre souveraineté alimentaire à travers cette récolte exceptionnelle. C'est du jamais vu ! », a déclaré Tahiry Raholison, un agriculteur au sein de la commune. Ainsi, les revenus des ménages ruraux ayant pratiqué la culture de riz hybride s'amélioreront en raison de la hausse importante de leur production rizicole. Par conséquent, leurs conditions de vie évolueront.

Continuité du projet présidentiel

Pour sa part, la Secrétaire d'État auprès de la Présidence, chargée de la Souveraineté alimentaire, Tahian'Ny Avo Razanamahefa, a félicité les producteurs et encouragé la poursuite de l'élan initié lors de son allocution. « Les résultats de la campagne 2024-2025 sont très positifs pour le riz hybride. Les paysans sont satisfaits et demandent la continuité du projet présidentiel « Riz hybride ». Dès à présent, nous lançons un appel à l'ensemble des agriculteurs des 24 régions pour qu'ils se préparent activement à la prochaine saison culturelle », a-t-elle annoncé.

L'enregistrement de cette récolte exceptionnelle a créé un effet de tache d'huile dans les autres collectivités territoriales décentralisées riveraines. D'autres agriculteurs sont convaincus de la performance de cette nouvelle technologie agricole en constatant de visu les résultats obtenus par leurs pairs dans le cadre de la célébration du « Santa-bary ».



Réduire les pertes post-récoltes

En marge de cet événement, le Secrétariat d'État chargé de la Souveraineté alimentaire a procédé à la remise officielle des matériels agricoles, notamment des machines destinées au décorticage et au broyage du riz aux groupements des producteurs locaux. Il s'agit, entre autres, des vanneuses et des batteuses qui permettent de réduire les pertes post-récolte et d'améliorer les conditions de travail des exploitants. Un repas symbolique à base de viande a également été partagé avec les paysans, illustrant l'esprit de solidarité et de cohésion autour de ce projet structurant pour la filière rizicole. Par ailleurs, un déjeuner officiel à base de riz hybride a été organisé au profit des agriculteurs, des élus locaux et bien d'autres personnalités, sous la direction de la Secrétaire d'Etat chargée de la Souveraineté Alimentaire, Tahian'Ny Avo Razanamahefa. Il s'agit de la ministre de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle, Marie Marcelline Rasoloarisoa, des sénateurs, des députés, plusieurs maires, des partenaires chinois ainsi qu'une délégation d'académiciens venus de la province du Hunan, descendants du Professeur Yuan Longping, reconnu comme le père du riz hybride.

Monnaie numérique - Une adoption timide de la cryptomonnaie

IRINA TSIMIJALY | 02 JUILLET | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Un large panel d'acteurs économiques — entrepreneurs, chefs d'entreprise, représentants bancaires et professionnels financiers — s'est réuni hier à l'Ibis Ankorondrano pour un séminaire dédié à la cryptomonnaie. L'objectif ?

Démystifier ce nouveau type de monnaie numérique, encore largement méconnu sur le territoire malgache. Organisé par FHE Consulting en collaboration avec le groupe mauricien Graphite Financial Group, l'événement

a mis en avant l'urgence d'un cadre réglementaire clair pour prévenir les dérives. « Nous avons mis en place ce séminaire pour éviter que les gens souscrivent sur des plateformes sans savoir qui les représente ici. En cas de problème, il faut pouvoir se tourner vers un interlocuteur légal », a souligné Holy Raminoarisoa, directrice de FHE Consulting. Elle a insisté sur le rôle du cadre légal pour professionnaliser le secteur malgache.

Malgré un intérêt croissant, l'usage de la cryptomonnaie à Madagascar reste encore anecdotique. À l'échelle africaine, l'adoption progresse : en 2024, le nombre de commerçants acceptant la crypto a bondi de 45%, avec l'Afrique du Sud en tête (584 commerces), suivie du Kenya (64) et de la Tanzanie (30) selon NFTEvening.

Reedhee Anoushka Bhutto, cofondatrice et CEO de Graphite Financial Group, a alerté : « C'est comme la bourse. Il faut savoir placer au bon moment, sinon on risque de tout perdre. »

Le séminaire a aussi souligné le besoin de vulgarisation et d'éducation du public. « Beaucoup achètent sur internet sans vérifier l'historique de la plateforme ni les garanties proposées. Il faut prendre le temps de comprendre. » a ajouté Anoushka.

Enfin, Miora Rafalimino, présentée comme directrice des opérations internationales à la BOA, a plaidé pour la sécurisation des flux financiers : « La transparence dans la circulation des fonds est essentielle. Cela facilite les échanges et renforce la confiance. »

Agence américaine - La fermeture de l'USAID actée

GARRY FABRICE RANAIVOSON | 02 JUILLET | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Lors de la réception organisée à l'occasion de « l'Independence Day », hier, l'ambassadrice des États-Unis a dit « au revoir » à l'USAID. Des mots qui actent la fermeture de cette agence d'aide américaine à Madagascar.

C'est officiel. Le pôle Madagascar de l'Agence américaine pour le développement international (USAID) ferme ses portes. L'information a été officialisée de manière indirecte, hier, par Claire A. Pierangelo, ambassadrice des États-Unis.

« À partir d'aujourd'hui, nous disons au revoir à l'USAID et le Département d'État américain assumera la responsabilité des programmes de l'USAID », a déclaré la diplomate dans son discours, lors de la réception de célébration anticipée de « l'Independence Day », à la villa Philadelphia, à Ambaranjana. L'avenir des projets soutenus par le gouvernement américain à travers l'USAID avait déjà été au cœur d'une rencontre entre Claire A. Pierangelo et Rafaravatifa Rasata, ministre des Affaires étrangères, le 20 juin.



« Les mécanismes à mettre en place pour garantir la continuité administrative des dons et programmes américains en cours, notamment dans les secteurs de la santé et de l'aide humanitaire ont été discutés durant cette rencontre », rapporte une communication du ministère des Affaires étrangères. Le glas a sonné pour l'USAID depuis la signature, le 20 janvier, d'un décret suspendant les aides internationales américaines par le président Donald Trump. Le coup de grâce a été la suppression de plus de 90% du financement de ses programmes à l'étranger.

Pour Madagascar, la fermeture du bureau de l'Agence américaine pour le développement est annoncée pour le 14 août. Toutefois, le discours de l'ambassadrice Pierangelo et le déroulé de la réception d'hier ont résonné comme un chant du cygne.

Engagement

Après le premier acte - hymnes nationaux, discours, découpe du gâteau et toast - les convives ont été invités à visiter une exposition retraçant les principales actions de l'USAID durant ses quarante années de présence dans la Grande île.

« Cet après-midi, j'aimerais rendre hommage à l'Agence américaine pour le développement international. Lorsque le gouvernement américain a créé l'USAID en novembre 1961, il s'est appuyé sur l'héritage américain en matière d'aide au développement pour reconstruire les nations après les ravages de la Seconde Guerre mondiale. (...) Les 40 années de présence de l'USAID à Madagascar ont produit des résultats qui ont changé des vies, et souvent sauvé la vie du peuple malgache », soutient l'ambassadrice des États-Unis.

Sur l'un des panneaux de l'exposition, il est indiqué que l'USAID a contribué à la protection de vingt-huit millions de personnes contre le paludisme, à l'accès aux soins vitaux de plus de huit cent mille enfants, et à la préservation de près de trois millions d'hectares de forêts. Santé et nutrition, aide humanitaire, prévention des maladies et lutte contre les épidémies, croissance économique et commerce, protection de l'environnement et développement durable, gouvernance et démocratie : tels sont les principaux domaines d'intervention des fonds d'aide de l'USAID.

Au cours des cinq dernières années, l'agence américaine a alloué près de 790 millions de dollars d'aide à Madagascar. Plus de 250 millions ont été spécifiquement dédiés au secteur de la santé, faisant des États-Unis le principal partenaire bilatéral du pays dans ce domaine. En

novembre 2024, l'agence avait lancé deux projets d'une durée de cinq ans, d'un montant de plus de 22 millions de dollars, visant à renforcer la résilience et à améliorer la sécurité alimentaire dans le Sud et le Sud-Est.

La fermeture de l'USAID met en péril l'ensemble des projets qu'elle soutient. Prononçant un discours au nom du gouvernement, hier, Valery Ramonjavalo, ministre des Transports et de la Météorologie, a déclaré : « Nous sommes reconnaissants pour la décision des États-Unis de maintenir deux aides majeures, à savoir 13 millions de dollars pour le secteur de la santé et 30 millions de dollars pour les aides aux ménages vulnérables durant la période

d'exercice actuelle, et qui seront gérées par l'ambassade à partir de maintenant. »

Le diplomate Pierangelo a voulu rassurer, concluant son discours sur l'USAID par ces mots : « Bien que le chapitre de l'USAID ici se termine, nous nous engageons à continuer à fournir une assistance vitale qui touche des millions de Malgaches, y compris des programmes qui améliorent la santé maternelle et infantile, fournissent une aide nutritionnelle d'urgence, et aident les communautés à s'adapter aux chocs climatiques. »

Toutefois, la ligne politique affirmée - et traduite en acte - par l'administration Trump laisse planer le doute.

Artisanat du cocon : l'ONG Sepali met en valeur le papillon

JEAN RIANA | 02 JUILLET | LES NOUVELLES

L'ONG Sepali (Sehatry ny Mpamokatra Landy Ifotony ou Organisation des producteurs des soies dans les communautés de base), a mis à l'honneur ses produits dérivés du papillon, lors d'une exposition tenue hier au sein du ministère du Tourisme et de l'artisanat à Tsimbazaza.

Cette ONG regroupant des paysans vivant à la périphérie de l'aire protégée de Makira et Masoala, ne se limite pas « à la production de soie, mais effectuons constamment des recherches pour trouver d'autres modes de transformation selon les différentes espèces existantes », a fait savoir Mamy Ratsimbazafy, le fondateur de l'ONG Sepali.

« D'autant plus que les produits qui en découlent sont assez chers, pouvant atteindre 10 000 dollars lors des ventes aux enchères à l'étranger », a-t-il indiqué. Le coût des produits varie selon les espèces et de leur rareté et bien évidemment de la complexité du travail. A l'exemple de l'hypsoïdes singularis, une espèce endémique à Madagascar, antherina suraka, argema mitrei... »

« Jusqu'ici, je suis satisfait du travail que je mène tout en aidant la communauté locale à évoluer grâce à cette activité », a-t-il conclu.

Entreprendre au féminin : la Maison du Numérique lance « Ampela Online »

ARH. | 02 JUILLET | LES NOUVELLES

La Maison du Numérique dénommée, a inauguré, à Ankorahotra Antananarivo, une nouvelle salle dédiée aux projets numériques. Cet événement s'est accompagné de la réception de 25 ordinateurs offerts par Yas Madagascar. Mais la grande nouveauté reste le lancement officiel du programme

Ce projet inédit réunit trois partenaires, à savoir la Maison du Numérique, Yas Madagascar et Stem For Good. Ensemble, ils veulent aider les femmes vulnérables à s'approprier les outils numériques. « Ampela Online » cible en priorité celles qui exercent déjà une petite activité économique, comme les vendeuses ambulantes, mais qui n'ont jamais utilisé Internet ou les réseaux sociaux.

La formation est gratuite et se déroulera sur deux mois. Les participantes apprendront à booster leurs ventes grâce au digital : création de contenus visuels, utilisation de WhatsApp Business, gestion des réseaux sociaux. Les organisateurs insistent sur la dimension pratique du programme.

Le recrutement a démarré hier, 1^{er} juillet à la Maison du Numérique. Les femmes intéressées doivent avoir au moins 21 ans, un niveau lycée, et être disponibles pendant toute la durée de la formation. Elles doivent aussi exercer une activité génératrice de revenus.

Depuis son ouverture en novembre 2023, la Maison du Numérique s'engage à réduire la fracture numérique à Madagascar. L'association à but non lucratif offre un accès gratuit aux ordinateurs et à Internet.



Elle propose aussi des formations adaptées et des événements pédagogiques. En quelques mois, plus de 5 000 enfants et étudiants ont déjà bénéficié de ses services.

Approvisionnement en carburant : l'OMH évoque un « problème logistique »

ARH. | 02 JUILLET | LES NOUVELLES

Depuis le 1^{er} juillet, les automobilistes bénéficient d'un allégement des prix des carburants à la pompe, conformément aux annonces gouvernementales faites il y a un mois. Le gasoil et l'essence sans-plomb enregistrent une baisse de 200 ariary. Le gasoil est à 4 900 ariary et le sans-plomb à 5 320 ariary le litre. Le pétrole lampant, de son côté, diminue de 50 ariary et s'établit pour ce mois à 3 380 ariary. Ces ajustements résultent du mécanisme d'ajustement automatique des prix mis en œuvre depuis le début de l'année.

Mais en même temps, des difficultés d'approvisionnement ont été constatées ces derniers jours dans plusieurs stations-service de la capitale. Des files d'attente se sont formées hier dans certains points d'approvisionnement. Et le directeur général par intérim de l'Office malgache des hydrocarbures (OMH), Cydolain Raveloson, a tenu à clarifier la situation. Selon ses explications, ces perturbations proviennent essentiellement d'un problème logistique et de « transport qui a provoqué ces retards dans la livraison du carburant vers Antananarivo », a-t-il indiqué.

Inquiétude

Ces ruptures partielles ont suscité des inquiétudes chez de nombreux usagers et opérateurs économiques, redoutant une pénurie prolongée. Les autorités se veulent toutefois rassurantes. Le responsable de l'OMH a assuré que les réserves stratégiques restent suffisantes pour couvrir la demande. Les stocks actuellement disponibles au port de Toamasina, principal point d'entrée du pétrole dans le pays, permettraient de répondre sans difficulté aux besoins nationaux.

Le ministère de l'Énergie et des hydrocarbures, Olivier Jean-Baptiste, a déjà assuré la semaine passée qu'« aucun risque de pénurie majeure n'était à craindre à l'échelle du territoire ». Les autorités appellent la population à éviter tout stockage préventif qui risquerait de désorganiser davantage la distribution. Elles affirment suivre attentivement l'évolution de la situation et prendre les dispositions nécessaires pour normaliser les livraisons dès la levée des contraintes logistiques.

Secteur halieutique - La pêche rapporte gros aux caisses de l'État

IRINA TSIMIJALY | 03 JUILLET | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Le secteur halieutique constitue une source de revenus croissante pour l'État. Selon le ministre de la Pêche et de l'Économie bleue, Paubert Tsimanaoraty, les licences de pêche ont généré 35,3 milliards d'ariary, tandis que les exportations de poissons et autres produits halieutiques ont généré 700 milliards d'ariary.



Madagascar produit 142 000 tonnes de ressources halieutiques par an, pour un potentiel estimé à 200 000 tonnes. La production vient surtout de la mer et des eaux douces ou de l'aquaculture.

Le pays compte environ cent cinquante mille pêcheurs et près de 2 millions de personnes vivent de la pêche, de façon directe ou indirecte. Le nombre d'éleveurs de poissons est aussi en hausse. « De deux mille trois cents auparavant, ils sont aujourd'hui plus de cinquante-cinq mille », selon le ministre. Ces éleveurs bénéficient de formations dans plusieurs régions.

Le gouvernement veut faire du poisson un aliment courant. « Il faut que la consommation de poisson entre dans les habitudes alimentaires des Malgaches », déclare Paubert

Tsimanaoraty. La moyenne actuelle est de 4,26 kg par habitant et l'objectif est d'atteindre 11 kg, comme dans d'autres pays africains.

Pour encourager cette tendance, le ministère organise la 5^e édition de la Foire des produits halieutiques, qui se tient du 2 au 7 juillet 2025 au Palais des sports Mahamasina. Environ soixante-dix exposants y présentent des poissons frais, des produits transformés ainsi que du matériel lié à la pêche.

Parmi les participantes figure Dorolline, une vendeuse de poissons venue de Morondava. « Je suis dans ce métier depuis 1994. J'ai quitté l'école pour me consacrer à cette activité, qui m'a permis de faire vivre ma famille », explique-t-elle. Chaque semaine, elle envoie jusqu'à une tonne de poissons à ses clients à Antananarivo. « Le salon m'aide à faire connaître mon travail. Les gens viennent, posent des questions, achètent ».

Cependant, le secteur fait aussi face à des problèmes. « Il y a de la surpêche dans certaines zones côtières, dans les baies et près du littoral », reconnaît le ministre.

Îles Éparses : Le silence de la France après la réunion bilatérale suscite l'inquiétude

RIJA R. | 03 JUILLET | MIDI-MADAGASKARA

Faudrait-il alors attendre encore des années pour tenir la prochaine et troisième réunion de la commission mixte franco-malgache ? Six années séparent la première session de novembre 2019 et celle de juin 2025.

Quelques heures seulement après la clôture de la deuxième réunion de la commission mixte franco-malgache sur les îles Éparses, qui s'est tenue le lundi 30 juin dernier à Paris, la délégation malgache a publié un communiqué exposant sa position officielle. Du côté français, en revanche, trois jours après la rencontre, aucun commentaire n'a été émis. C'est le silence radio complet depuis cette date à Paris. Ni les autorités françaises ni les élus, pourtant habituellement prompts à réagir sur ce dossier sensible, n'ont pris la parole depuis la réunion organisée au Quai d'Orsay sous l'égide de Jean-Noël Barrot.

Impasse

Ce mutisme de la partie française alimente les interrogations, notamment sur le déroulement des négociations diplomatiques dans ce type de contexte. Traditionnellement, un communiqué conjoint est attendu à l'issue d'une rencontre de cette importance, mais cette fois-ci, seule Madagascar a communiqué publiquement. Pour l'analyste Serge Zafimahova, cette absence de déclaration conjointe est révélatrice. « L'absence d'un communiqué conjoint entre les délégations malgache et française montre une divergence de vue et une absence de transparence ». Les négociations sont-elles alors dans l'impasse ? Cette divergence est d'ailleurs explicitement évoquée dans le communiqué rendu public par la délégation malgache le soir même de la réunion, et porte essentiellement sur la question de la souveraineté. « Cette deuxième rencontre a permis de rappeler les discussions engagées lors de la première réunion en 2019 à Antananarivo, notamment en

soulignant que les deux parties reconnaissent l'existence d'un différend concernant la souveraineté sur ces îles malgaches », précise le texte malgache.



Alors que Madagascar a réaffirmé ses revendications, la France continue de garder le silence. « Il est fondamental de consigner par écrit les points communs et les points divergents, et de les rendre publics », plaide Serge Zafimahova, estimant que la transparence est indispensable pour éviter toute confusion. L'analyste déplore également la lenteur du processus. « On perd du temps dans des négociations stériles, Madagascar doit porter le dossier de restitution des îles Éparses à la pleine souveraineté malgache devant les juridictions internationales compétentes », exhorte-t-il. Pour l'heure, l'absence de communication officielle côté français laisse planer un doute sur la suite des discussions et sur la volonté réelle des deux parties de trouver une issue à ce contentieux historique.

Orange Madagascar et Samsung : partenariat pour la transformation digitale des entreprises

JEAN RIANA | 03 JUILLET | LES NOUVELLES

Orange Madagascar et Samsung viennent de sceller un partenariat, à l'occasion de l'événement « Let's Lead the Future », dans les locaux de l'Orange Digital Center à Soarano, le 1er juillet, visant à accompagner de manière durable la transformation numérique des entreprises à Madagascar.

« Ce lieu incarne notre engagement pour le digital, la formation et la jeunesse. Ce soir, aux côtés de notre partenaire stratégique Samsung, nous réaffirmons notre volonté commune : innover, investir et avancer, main dans la main avec nos clients », a souligné Carine Lefriec, Directrice de la stratégie, du marketing, de l'innovation et de la communication d'Orange Madagascar.

Soutenir l'écosystème économique local

« Ce partenariat va bien au-delà de la technologie. Il s'agit de soutenir, de manière durable, l'écosystème économique local, en mettant à disposition des outils robustes, sécurisés et adaptés aux réalités du terrain », a déclaré Fabrice André, Président directeur général d'Orange Madagascar.

Le CEO de Samsung Afrique, Simon Lee a salué cet esprit de collaboration. « Ce partenariat avec Orange Madagascar traduit notre volonté commune d'accompagner les entreprises dans leur transition numérique, en apportant des solutions concrètes, accessibles et adaptées aux réalités locales », a-t-il mentionné

Industrie extractive : Madagascar obtient un score global de 50,60

ARH. | 03 JUILLET | LES NOUVELLES

Madagascar, à travers l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (EITI Madagascar) vient de valider officiellement le rapport d'évaluation nationale en s'alignant sur la stratégie de la Vision minière africaine (VMA). La Grande île a obtenu un score global de 50,60 points.



La Vision minière africaine (VMA), adoptée en 2009 par l'Union africaine, est un cadre stratégique, pour faire de l'exploitation minière un moteur du développement intégré, inclusif et durable dans les pays africains. Pour évaluer un pays, on utilise généralement la méthode d'évaluation multicritères, basée sur six piliers.

Le cadre juridique et institutionnel affiche un score honorable de 63,13 points, tout comme la gestion environnementale (58,72) et l'exploitation minière artisanale et à petite échelle (57,32). En revanche, la fiscalité et la gestion des revenus (31,12) ainsi que les liens avec la diversification économique (39,87), ayant obtenu un score assez faible, restent des points sensibles nécessitant un renforcement considérable.

Ce rapport est le fruit d'un processus participatif associant administrations, opérateurs privés et organisations de la société civile. Il vise à instaurer une gouvernance plus transparente et à maximiser les retombées économiques et sociales du secteur minier. Selon les autorités, ces résultats serviront de socle, en vue de réformes alignées aux objectifs de développement durable.

Dans la foulée, un atelier débat interactif s'est tenu le 27 juin, pour voir les leviers à activer pour promouvoir une exploitation responsable des ressources et tirer profit des perspectives offertes par la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF). Le Centre Africain de Développement Minier, relevant de l'Union Africaine, a également été identifié comme partenaire principal, pour accompagner Madagascar dans ce processus.

« La France n'est plus le leader mondial du tourisme », regrette l'Alliance France Tourisme

03 JUILLET | FRANCE 24

L a France n'est plus le leader mondial du tourisme et perd des parts de marché dans un secteur de plus en plus concurrentiel, a déploré jeudi à l'AFP Dominique Marcel, président de l'Alliance France Tourisme.

Ce groupe de réflexion qui réunit notamment des entreprises comme Accor, SNCF Connect, European Camping Group, ou encore la Compagnie des Alpes, organise jeudi un colloque avec Régions de France, autour du thème « 100 millions de touristes en France : réalité ou totem politique ? ».

Pour M. Marcel, ce cap de 100 millions de visiteurs étrangers franchi en 2024 ne « veut pas dire grand-chose, puisque ce qui est important, c'est la dépense touristique », rappelle-t-il.

Avec 71 milliards d'euros de recettes touristiques l'an dernier, la France s'est classée à la quatrième position en la matière, loin derrière les 126 milliards d'euros de l'Espagne, qui a pourtant eu moins de visiteurs.

« Ce qu'on veut, c'est passer d'une approche en volume à une approche en valeur », poursuit M. Marcel, qui juge qu'à l'heure du surtourisme, il n'était pas forcément pertinent de vouloir faire venir de plus en plus de visiteurs, sachant que la durée moyenne de séjours est plus courte en France que dans d'autres pays.

« C'est dû au fait que la France est un pays de passage », avec des visiteurs qui ne passent qu'une « nuit étape » dans le pays et qui se retrouvent comptabilisés dans les statistiques. Pour M. Marcel, la France doit davantage investir, rénover son parc d'hôtels et d'hébergements et mieux répondre aux attentes des visiteurs comme de la population locale.

« Il ne faut pas non plus perdre de vue que deux tiers de la dépense globale du tourisme, ce sont les touristes français », indique-t-il, ce qui doit amener à ne pas « se focaliser uniquement sur la clientèle internationale ».

Pour répondre aux enjeux, l'Alliance France Tourisme souhaite davantage travailler avec les Régions et également mieux capitaliser sur l'effet JO.

« Il ne faut pas s'autocongratuler, les autres progressent très vite et on perd des points. Il vaut mieux se poser des questions maintenant parce qu'il faut dix ans pour investir », conclut-il.

Tourisme - Madagascar élue meilleure destination d'aventure

MIRANA IHARILIVA | 04 JUILLET | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Le World Travel Awards a classé Madagascar comme meilleure destination touristique d'aventure de l'océan Indien. Une bonne note pour le pays.

Bonne nouvelle pour le secteur du tourisme. Un prix a été décerné à la Grande Île pour ses atouts touristiques en matière d'aventure. Le World Travel Awards, qui récompense chaque année depuis 1993 l'excellence dans l'industrie du voyage, du tourisme et de l'hôtellerie, a désigné Madagascar comme « Meilleure destination d'aventure de l'océan Indien ».

« Cette distinction reflète parfaitement l'identité de la Grande Île : une nature exceptionnelle et des sites uniques pour les amateurs d'aventure en quête de sensations fortes et d'expériences mémorables », réagit Lova Ratovomalala, directeur exécutif de la Confédération du Tourisme de Madagascar (CTM).

Madagascar a présenté sa candidature dans la catégorie « Meilleure destination d'aventure de l'océan Indien » en novembre 2024. Le concours s'est déroulé par vote, impliquant des professionnels du tourisme du monde entier. Madagascar a remporté la première place, devant les Maldives et l'île Maurice.

La Grande Île a cependant été classée deuxième dans la catégorie « Meilleure destination balnéaire », et également deuxième, après les Maldives, pour la catégorie « Meilleure destination de l'océan Indien 2025 ». La cérémonie de gala des World Travel Awards s'est tenue au Johari Rotana de Dar-es-Salaam, en Tanzanie, le 28 juin.

Défis

Le tourisme d'aventure qui inclut des activités telles que le camping, la randonnée, le vélo, la montagne, le parapente, le trekking ou encore les immersions en zones rurales éloignées, attire de plus en plus de touristes et d'amateurs de sensations fortes. « En général, ces amateurs d'aventure recherchent de véritables expériences pour sortir de la routine, des activités qui procurent de grandes émotions », relate notamment le site de l'agence de voyage Tourisme Aventure Madagascar.

Ces émotions se vivent du Nord au Sud du pays, depuis la réserve de l'Ankarana à Antsiranana, les Tsingy de Bemaraha, la descente du fleuve Tsiribihina à l'Ouest, les monts et collines d'Analambana et du Vakinankaratra, jusqu'aux falaises d'Isalo ou aux paysages de Tolagnaro et ses environs. Ce type de tourisme attire ceux qui souhaitent découvrir des pistes sauvages, la faune terrestre et marine, pratiquer la plongée sous-marine, le surf ou le kitesurf.



« Le Tsingy Mahaloka, situé à une vingtaine de kilomètres d'Ambilobe, s'impose comme une nouvelle référence écotouristique du Nord-Ouest du pays, et mérite d'être découvert », ajoute le directeur exécutif de la CTM. Et ce n'est pas tout : de nombreuses destinations s'offrent aux amateurs d'aventure.

Il souligne toutefois que, pour atteindre l'objectif d'augmentation du nombre de touristes à l'horizon 2028, la Grande Île aura besoin de onze mille cinq cents chambres supplémentaires. Il rappelle aussi l'importance – et l'urgence – de réhabiliter les routes impraticables, de rétablir les lignes aériennes régionales et de redynamiser le transport aérien domestique, autant de points cruciaux pour le développement du tourisme à Madagascar.

Tourisme – Un besoin de 11 500 chambres supplémentaires d'ici 2028 pour compléter les 8 000 chambres recensées

04 JUILLET | 2424.MG

Une capacité de près de 20 000 chambres à atteindre. Madagascar devra se doter de 11 500 chambres d'hébergement supplémentaires pour pouvoir accueillir le million de visiteurs par an à l'horizon 2028. Pour l'heure, le pays compte un peu plus de 8 000 chambres, soit environ 15 000 lits répartis dans plusieurs centaines d'établissements. Un chiffre jugé insuffisant pour soutenir l'ambition de faire du tourisme un levier économique majeur.

La priorité est donnée à la diversification de l'offre d'hébergement et à l'optimisation des structures existantes. Plusieurs initiatives concrètes ont déjà été lancées sur le terrain. Dans le même temps, les démarches de formalisation des structures d'accueil sont accélérées.

L'État mise également sur la montée en compétence des acteurs locaux, avec le lancement du programme « Tourisme chez l'habitant », initié en février 2025 en partenariat avec l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF). Le projet propose des formations sur l'accueil, la gestion, la restauration et le marketing digital, afin d'encourager une offre de proximité, durable et professionnalisée.

Ces actions coordonnées traduisent la volonté des autorités d'adapter l'écosystème touristique aux ambitions nationales, en misant à la fois sur l'extension de l'offre, la qualité de l'accueil et l'inclusion des territoires.

Programme FEC-FRD – Décaissement immédiat d'environ 107 millions de dollars de la part du FMI pour Madagascar

04 JUILLET | 2424.MG

Madagascar passe son deuxième examen. Le Conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) a achevé jeudi la deuxième revue des programmes de Facilité élargie de crédit (FEC) et de la Facilité pour la résilience et la durabilité (FRD) en faveur de la Grande île. Une évaluation positive permet à Madagascar de bénéficier d'un décaissement immédiat d'environ 107 millions de dollars de la part cette institution de Bretton Woods.



Le FMI fait part de « résultats satisfaisants » et de « progrès notables », en indiquant que tous les critères de performances quantitatifs à fin décembre 2024 pour la FEC avaient été remplis, avec trois des quatre objectifs

indicatifs atteints. Et que seulement un des repères structurels qui avaient été fixés n'a pas été respectés, rapporte-t-il. Ce qui a permis à Madagascar de bénéficier d'un décaissement d'environ 50 millions de dollars dans le cadre de ce programme.

Madagascar avait parallèlement adopté un nouveau cadre pour la séquestration du carbone forestier pour favoriser la participation du secteur privé au reboisement. Il s'agit d'une action que le pays devait entreprendre en matière environnementale, de même pour l'opérationnalisation du Fonds national de contingence pour la gestion des risques de catastrophes. La Grande île a ainsi pu obtenir un décaissement d'environ 56 millions de dollars au titre de l'accord FRD.

Madagascar est néanmoins appelé à poursuivre ses efforts. C'est le cas de la mise en œuvre rapide du plan de redressement financier de la Jirama récemment adopté ou la mise en œuvre du mécanisme d'ajustement automatique des prix des carburants. C'est également le cas pour la mobilisation des recettes intérieures, l'amélioration de la gestion des finances publiques et le processus d'investissement public ou encore la mise en œuvre rapide de la stratégie gouvernementale de lutte contre la corruption, lance le Fonds monétaire international.

Eaux minérales : Nestlé remplace son système de microfiltration, l'ancien jugé non réglementaire

04 JUILLET | LA CROIX

Nestlé Waters a annoncé jeudi 3 juillet 2025 avoir installé, sur son site de Vergèze (Gard), un nouveau système de microfiltration des eaux Perrier « conformément aux échanges avec les autorités sanitaires » et destiné à remplacer l'ancien dispositif.

Un nouveau dispositif de microfiltration des eaux Perrier à 0,45 micron a été installé sur le site de Vergèze dans le Gard « conformément aux échanges avec les autorités sanitaires », a annoncé jeudi 3 juillet Nestlé Waters, qui avait jusqu'à la semaine prochaine pour retirer l'ancien système.

Le 7 mai, le préfet du Gard avait donné deux mois au groupe pour retirer sa microfiltration à 0,2 micron, estimant, en se fondant sur l'avis des experts de l'Agence régionale de Santé (ARS) Occitanie, que ce dispositif « modifie le microbiome de l'eau produite, en contradiction avec la réglementation en vigueur » sur les eaux minérales naturelles.

« Le dispositif de microfiltration pour la marque d'eau minérale naturelle Source Perrier a été adapté à la suite de la demande du préfet », a indiqué dans un communiqué Nestlé Waters. « La sécurité sanitaire de toutes les eaux embouteillées sur le site continue d'être garantie », est-il ajouté.

Ce nouveau dispositif est « opérationnel », « quinze jours après le site des Vosges » où sont produites les eaux Hépar et Contrex, sommées de se plier aux mêmes règles, précise Nestlé Waters.

« Le site de Vergèze va déposer le 4 juillet un nouveau dossier d'autorisation d'exploitation d'eau minérale naturelle » proposant « de nous concentrer sur nos principaux forages ».

L'enjeu pour le géant des eaux minérales naturelles (San Pellegrino, Vittel) est de pouvoir continuer à produire du Perrier sous cette appellation, un an et demi après des révélations dans la presse sur l'utilisation par Nestlé Waters de traitements illégaux (charbon et UV), un scandale aux multiples rebondissements.

En août 2024, l'ARS d'Occitanie avait invité le groupe à « s'interroger » sur un autre « usage alimentaire » de son site de conditionnement de Perrier confronté à des « contaminations bactériennes (...) inacceptables pour une eau minérale naturelle ».

« L'État s'est fourvoyé »

Nestlé Waters avait remplacé, avec l'assentiment du gouvernement, ces traitements illégaux par une microfiltration à 0,2 micron, nécessaire selon lui pour « assurer la sécurité alimentaire » des produits. Cette microfiltration

contestée a finalement été jugée contraire à la réglementation par les autorités.

Cette décision de Nestlé souligne « à quel point l'État s'est fourvoyé au plus haut niveau en validant, en 2023, dans une décision de Matignon la mise en place de ces traitements désormais retirés », a commenté dans un communiqué le sénateur socialiste Alexandre Ouzille.

Rapporteur d'une commission d'enquête sur les pratiques des industriels de l'eau en bouteille, dont le rapport a étrillé les pratiques du groupe et la réaction de l'État – au courant depuis 2022 des traitements –, il a en outre averti que « le retrait ne règle rien concernant la catégorisation de Perrier en + Eau minérale naturelle + ».

En avril, des hydrogéologues mandatés par la préfecture du Gard avaient rendu un « avis défavorable » pour la production de la célèbre eau sous sa dénomination d'eau

minérale naturelle. Cette expertise doit contribuer à nourrir la décision de la préfecture et de l'ARS sur le renouvellement de l'autorisation d'exploitation de la source de Vergèze sous cette appellation.

Le préfet avait jusqu'au 7 août pour rendre sa décision mais le dépôt d'un nouveau dossier rallonge ce délai. Le seuil de 0,45 micron pour la microfiltration est utilisé par d'autres sites, en France et dans l'Union européenne, mais il appartient au préfet de confirmer dans son autorisation qu'il est conforme à la réglementation européenne. À la suite des recommandations faites par les hydrogéologues, Nestlé Waters a affirmé jeudi sa volonté de « renforcer ses engagements en faveur de la protection de la ressource en eau, avec des investissements à hauteur de 25 millions d'euros sur cinq ans ».



📍 Résidence Les Orchidées Blanches Androhibe

📞 +261 32 07 696 49 - +261 34 01 696 49

🌐 www.ccifm.mg

✉ ccifm@ccifm.mg ✉ adhesion@ccifm.mg

🌐 **f** CCI France Madagascar

🌐 **X** CCI France Madagascar

🌐 **in** CCIFM Chambre de Commerce
et d'industrie France Madagascar

